

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/W/440
27 septembre 2004

(04-4040)

Comité des pratiques antidumping

Original: anglais

MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Questions du Japon

La communication ci-après, datée du 24 septembre 2004, est distribuée à la demande de la délégation du Japon.

Question n° 1

Les autorités ont procédé à une évaluation cumulative des effets des importations en provenance de plus d'un pays sans avoir démontré par des éléments de preuve positifs que le volume des importations en provenance de chaque pays n'était pas négligeable, et sans avoir apporté d'éléments de preuve positifs concernant "les conditions de concurrence entre les produits importés" ou "les conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire".

Par exemple, les avis de déterminations établies dans certaines enquêtes antidumping indiquaient simplement, en guise de conclusion, qu'"après examen des documents de preuve, ... l'autorité a déterminé qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire en ce qui concerne les caractéristiques physiques et chimiques, la structure des matières premières, le processus de production, son utilisation", mais ne donnaient pas les raisons étayant cette conclusion.

Ces déterminations ne satisferaient pas aux prescriptions des "éléments de preuve positifs" et de l'"examen objectif" énoncées à l'article 3.1 ainsi qu'à l'article 3.2 et 3.3. Si les autorités chinoises considèrent que cette pratique est compatible avec l'Accord antidumping, veuillez expliquer pour quelles raisons.

Question n° 2

Les autorités n'ont pas suffisamment divulgué les renseignements sur lesquels elles se sont fondées pour déterminer l'existence d'un dumping et d'un dommage, dans certaines enquêtes antidumping. Elles n'ont pas non plus divulgué suffisamment les renseignements et les méthodes de calcul utilisés pour déterminer les marges de dumping rendues publiques dans ces enquêtes. Par conséquent, les parties intéressées n'ont pas été en mesure de procéder à une analyse effective des renseignements. Elles se sont donc bornées à faire des observations sur des points limités des déterminations préliminaires, et ont été privées de la possibilité de défendre leurs intérêts. En soi, ces déterminations étaient incompatibles avec les articles 3.1, 6.4, 6.9 et 12.2.1 de l'Accord antidumping.

./.

Si les autorités chinoises considèrent que ces situations sont compatibles avec l'Accord antidumping, prière d'en indiquer les raisons.

Par exemple, les avis de déterminations provisoires dans certaines enquêtes antidumping indiquaient uniquement que c'était les "faits disponibles" qui avaient été utilisés mais ils ne donnaient pas d'explications quant aux renseignements utilisés, à la manière dont la marge de dumping avait été calculée au moyen des renseignements. Il apparaîtrait que ces déterminations sont incompatibles avec l'article 12.2.1 iii) de l'Accord antidumping.

Question n° 3

Les autorités chinoises auraient agi de manière incompatible avec l'article 2.6 de l'Accord antidumping en établissant des déterminations relatives aux "produits similaires" sans avoir examiné comme il convient les caractéristiques physiques et les utilisations du produit considéré dans certaines enquêtes antidumping.

Par exemple, l'autorité a constaté l'existence d'un produit similaire et d'un dommage causé à sa branche de production même dans le cas où le produit qui est le même que le produit importé du Japon ou lui ressemble étroitement n'était pas produit en Chine pendant la période considérée et n'était pas du tout en concurrence avec le produit en Chine.

Si les autorités chinoises considèrent que ces déterminations sont compatibles avec l'Accord antidumping, prière d'en indiquer les raisons.

Question n° 4

Après la détermination préliminaire de l'existence d'un dumping concernant les fibres optiques de type monomode à dispersion non décalée, certaines entreprises japonaises ont exporté en Chine des fibres optiques qui ne comptaient pas parmi les produits visés par l'enquête. Cependant, une entreprise a dû faire face à la suspension des procédures douanières et a été invitée à verser un dépôt à titre de droits antidumping provisoires auprès des douanes chinoises. L'entreprise rapporte que, lors de la suspension, elle a présenté les éléments de preuve pertinents et a expliqué aux autorités douanières que le produit n'était pas visé par l'enquête antidumping. Les autorités douanières ont toutefois rejeté l'explication de l'entreprise et ont demandé l'autorisation d'une autre autorité chinoise. L'entreprise a ensuite envoyé un échantillon du produit et a demandé à l'autorité chinoise qu'il soit mesuré et agréé. Mais les autorités ont rejeté la demande de l'entreprise, au motif qu'elles ne pouvaient pas mesurer le produit en raison de l'absence d'équipement de mesure. L'entreprise a finalement été contrainte de verser un dépôt de 46 pour cent aux autorités douanières, bien que son produit ne compte pas parmi les produits faisant l'objet de l'enquête.

Nous sommes d'avis que les restrictions à l'importation et l'imposition de droits antidumping ou de mesures provisoires à l'encontre du produit qui n'était pas visé par l'enquête ne sont pas compatibles avec l'Accord antidumping dans son ensemble ni avec l'article XI du GATT de 1994. Si les autorités chinoises considèrent que ces situations sont compatibles avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994, prière d'en indiquer les raisons.
